

Modèle social européen

A la demande de la Cour européenne de justice, la Commission a remis, le 31 janvier dernier, sa contribution sur la compatibilité du système suédois de négociation collective avec la législation communautaire. A l'origine de l'affaire, fin 2004, l'opposition de la Fédération suédoise des ouvriers du bâtiment suédois (Byggnads) à une entreprise lettone chargée de construire une école près de Stockholm et employant des ouvriers lettons payés selon les accords collectifs lettons (1500 euros au lieu de 2500 en Suède). En Suède, où le droit du travail est minimal, les accords collectifs négociés par le patronat et les syndicats sont très forts. Le tribunal du travail suédois avait donné raison à Byggnads, puis saisi la Cour européenne à titre préjudiciel (voir bulletins 165/166, 173, 174). Dans son rapport, la Commission dit que c'est du tribunal suédois du travail que relève la décision sur l'application du droit communautaire, la directive sur le détachement des travailleurs en l'occurrence, et qu'il n'y a pas de contradiction entre le système suédois de négociation collective et la législation européenne. En octobre dernier, devant le Parlement européen, le président Barroso avait déclaré "la Commission est convaincue qu'il est possible de concilier les quatre libertés du traité [libre circulation des capitaux, des biens, des services et des personnes] avec les différents modèles sociaux choisis par les Etats membres". L'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France et le Luxembourg ont exprimé leur appui à la position défendue par le syndicat suédois, la Pologne et les pays baltes se sont exprimés de manière négative.

Cette affaire confirme que, par delà la diversité des aspects nationaux, il existe bien un modèle social européen.

Abus de position dominante

Le 19 décembre 2005, la Commission a ouvert un débat sur la manière dont l'Europe peut protéger au mieux ses marchés contre les comportements d'éviction du fait d'entreprises jouissant d'une position dominante sur le marché. Le document de travail propose une application rigoureuse de l'article 82 CE, dans le cadre du récent renforcement des activités de la Commission en matière de répression des ententes. Ce document s'intègre dans une consultation publique ouverte jusqu'au 31 mars 2006. Comme de plus en plus souvent, les documents émis par la Commission sont proposés dans la seule langue anglaise, ce qui *de facto* exclut plus de 90% des Européens qui pourraient prendre part à la consultation.

http://www.europa.eu.int/comm/competition/antitrust/others/article_82_review.html

Aides d'Etat régionales

Après un an et demi de consultations, les nouvelles lignes directrices sur les aides d'Etat régionales (prévues par les articles 3 a et 3 c des traités CE) pour la période 2007/2013 ont été adoptées par la Commission européenne le 21 décembre dernier. Elles laissent une marge de manoeuvre appréciable aux Etats membres .../...

European social model

At the request of the European Court of justice, on 31st January the Commission submitted its contribution on the issue of the compatibility of the Swedish system of collective bargaining with the Community law. This issue was brought up at the end of 2004 when the Swedish Federation of Swedish construction workers (Byggnads) was opposed to a Latvian company contracted to build a school close to Stockholm and employing Latvian workers paid according to the Latvian collective bargaining conditions (1500 euros instead of 2500 in Sweden). In Sweden, where the labour law is minimal, collective bargaining arrangements between employers and trade unions are very strong. The Swedish labour court had approved the claim by Byggnads and then took the matter to the European Court on a purely preliminary ruling (see bulletins 165/166, 173, 174). In its report the Commission deems that it is up to the Swedish labour court to decide on the application of the Community law, and hence on the posting of workers and, that there is no contradiction between the Swedish system of collective bargaining and the European legislation. Last October president Barroso declared before the European Parliament that "the Commission is convinced that it is possible to reconcile the four freedoms of the treaty [freedom of movement of capital, goods, services and people] with the different social models opted by Member States". Germany, Austria, Denmark, Spain, Finland, France and Luxembourg expressed their support to the position defended by the Swedish trade unions whilst Poland and the Baltic States responded negatively to it.

This issue confirms that beyond the diversity of national aspects, there is, indeed, a European social model.

Abuse of dominant position

On 19th December 2005 the Commission opened a debate on ways in which Europe can effectively protect its markets against the exclusionary conduct by companies enjoying dominant positions on the market. The working paper proposes a rigorous application of article 82 EC, within the framework of the recent reinforcement of the activities of the Commission as regards the antitrust measures. This document is part of a public consultation running until 31st March 2006. As it is often the case, documents issued by the Commission are being proposed only in the English language which, *de facto*, excludes more than 90% of Europeans who could have taken part in the consultation.

http://www.europa.eu.int/comm/competition/antitrust/others/article_82_review.html

Regional State aid

After a year and a half of consultations, the new guidelines on regional State aid (provided for in articles 3a and 3c of the EC treaties) over the period 2007/2013 were adopted by the European Commission on 21st December 2005. They leave sufficient room for manoeuvre to Member States .../...

pour décider quelles régions pourront être aidées et contient des dispositions destinées à assurer une transition en douceur. Un dispositif de sécurité est prévu pour qu'aucun Etat ne perde plus de la moitié de la couverture actuelle.

http://www.europa.eu.int/comm/competition/state_aid/regional/rag_fr.pdf

Contributions du CELSIG

Les deux contributions envoyées par le CELSIG à la Commission européenne, sur la révision à mi-parcours du Livre blanc sur les transports et sur les services postaux, peuvent être consultées sur www.celsig@celsig.org

Cour de justice

♦ **Compétences** : La Commission européenne a publié, le 23 novembre 2005, une communication (COM(2005) 583 final) sur les conséquences à tirer de l'arrêt C-176/03 du 13 septembre 2005. Rappelons que, par cet arrêt, la Cour annulait une décision-cadre du Conseil relative à la protection de l'environnement par le droit pénal national au motif que, l'environnement étant de compétence communautaire, le texte aurait dû être pris selon la procédure communautaire de codécision (Parlement/Conseil, art. 175 CE) et non par le Conseil seul, c'est à dire par les Etats membres seuls, même si la législation pénale ne relève pas de la compétence communautaire (voir bulletin 181). Suite à cet arrêt, la Commission i/ donne la liste des textes intergouvernementaux (décisions-cadres) qu'elle propose de transformer en éléments du droit communautaire (directives) ii/ indique comment cela va orienter son exercice futur du droit d'initiative.

Cette affaire suscite des débats au sein de l'Union. Ainsi, dans un rapport du 25 janvier dernier, le Parlement français se demande si l'arrêt ne risque pas d'être appliqué à d'autres matières que l'environnement et estime que l'interprétation faite par la Commission va au delà de la lettre de l'arrêt. C'est pourquoi, il souhaite que les gouvernements clarifient le cadre juridique actuel. De son côté, s'appuyant sur d'autres affaires, le chancelier Schüssel a critiqué la Cour de justice qui "étend systématiquement ses compétences depuis des années, même dans des domaines qui sortent du droit communautaire". Le premier ministre danois a relayé ces critiques. Au Parlement européen, certains députés ont demandé un débat en session plénière.

♦ **Services : vide juridique européen** : Dans un arrêt C-514/03, du 26 janvier 2006, la Cour dit que l'Espagne ne pouvait pas imposer des restrictions aux entreprises de sécurité privée d'un autre Etat membre au prétexte que l'absence de législation européenne entraînait une énorme disparité normative entre Etats membres. En l'occurrence, l'Espagne a manqué aux devoirs qui lui incombaient en matière de reconnaissance des compétences professionnelles (articles 43 et 49 CE et des directives 92/51 CEE de juin 1992 complétant la directive 98/48/CEE de décembre 1988).

La loi espagnole de juillet 1992 imposait aux entreprises de sécurité de remplir un certain nombre de conditions et, en particulier, d'obtenir une autorisation administrative spéciale délivrée par les autorités espagnoles, même si une autorisation comparable avait été délivrée dans le pays d'origine. Il convient de remarquer que la sécurité privée est concernée par la directive services en cours de négociation.

to decide which regions would be able to receive the aid and contains provisions aimed at ensuring a smooth transition. A precautionary provision is envisaged so that no State loses more than half of the current coverage.

http://www.europa.eu.int/comm/competition/state_aid/regional/rag_en.pdf

Contributions of the CELSIG

The two contributions submitted by the CELSIG to the European Commission, on the mid-term review of the White Paper on transports and postal services, are available at: www.celsig@celsig.org

Court of Justice

♦ **Competences**: On 23rd November 2005 the European Commission published a communication (COM(2005) 583 final) on the consequences to be drawn from decision C-176/03 of 13th September. It will be recalled that, by this decision, the Court cancelled the Council's framework-decision on the protection of environment by the national criminal laws, on the grounds that, since environment falls under the competence of the Community, the text should have been handled according to the Community's procedure of co-decision (Parliament/Council, art. 175 EC) and not by the Council alone, i.e. by the Member States only, even though criminal law does not come under the competence of the Community (see bulletin 181). Following this decision, the Commission i/ is to provide the list of intergovernmental texts (framework-decisions) which it proposes to change into elements of the Community legislation (directives) ii/ is to indicate how that will direct its future exercise of the right to initiatives.

This issue has brought up debates within the Union. Thus, in a report published on 25th January, the French Parliament wonders whether the decision is not likely to be applied to additional subjects other than the environment and, deems that the interpretation made by the Commission goes beyond the letter of the decision. Consequently, it is calling on all governments to clarify the current legal framework. On his part, whilst citing other issues, chancellor Schüssel criticised the Court of the justice which he said, "has been systematically extending its scope over the years, even to fields which do not fall under the Community legislation". The Danish the Prime Minister relayed his criticisms. At the European Parliament, some members called for a debate in a plenary session.

♦ **Services: European legal vacuum**: In a judgement n° C-514/03, of January 26th, 2006, the Court says that Spain cannot impose restrictions on private security companies from another Member State on the grounds that the absence of European legislation leads to significant normative disparity between Member States. As a result, Spain has failed to fulfil its obligation as regards the recognition of professional competences (articles 43 and 49 EC and of directives 92/51 EEC of June 1992 supplementing directive 98/48/CEE of December 1988).

The Spanish law of July 1992 obliges security companies to meet a certain number of conditions and, in particular, to obtain a special administrative authorisation delivered by the Spanish authorities, even if a comparable authorisation had already been obtained in the country of origin. It should be recalled that private security is covered by the services directive, currently under negotiations.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.